

EUROPE Interrogations sur l'après-Elysée de François Hollande

Hollande président... à Bruxelles ?

Il l'a confié à des proches, la fonction de président du Conseil européen pourrait l'intéresser. Il remplit tous les critères du job, qui se libère le 31 mai, mais ce n'est pas gagné...

« **O**ui, il regarde. Et si l'occasion se présente, il la jouera... » Ainsi s'exprime un proche de François Hollande, qui a récemment parlé avec lui de son avenir. Il confirme que le président examine bien l'éventualité d'une poursuite de sa carrière à Bruxelles, à la présidence du Conseil européen. L'hypothèse, évoquée la semaine dernière par Le Parisien, avait pourtant été balayée par l'Élysée. Et si ce n'était qu'un rideau de fumée ?

« La première fois que j'en ai entendu parler, se souvient Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Delors, c'était à Bruxelles, en novembre ». Avant, donc, le renoncement à la candidature. « Et on en parle de plus en plus ». Témoigne un eurodéputé français. Depuis l'abdication hollandaise du 1^{er} décembre, bien sûr. Et parce que le 17 janvier, la présidence du Parlement européen est passée du social-démocrate (PSE) Martin Schulz au conservateur (PPE) Antonio Tajani. Avec Jean-Claude Juncker à la Commission, et Donald Tusk au Conseil, les trois présidences de l'Union sont désormais tenues par le même camp. « Du jamais vu ! » s'indigne un élu du PSE.

Équilibrer les camps

Nulle règle ne l'interdit, juste une tradition européenne de répartition des fonctions entre les

forces politiques. Et si elle est respectée, c'est la présidence du Conseil européen qui devra passer de droite à gauche le 31 mai, lors du renouvellement du mandat de Donald Tusk. Les candidats sont peu nombreux : les huit présidents et Premier ministre socio-démocrates de l'Union, parmi lesquels deux noms seulement reviennent : François Hollande, et depuis peu le Premier ministre de Malte, Joseph Muscat, 43 ans. « Soit Muscat c'est une diversion entretenue, y compris par les Français, pour que Hollande ne soit pas une cible, soit c'est une alternative esquissée par ceux qui ne veulent pas de Hollande », analyse un familier des arcanes européens.

Le poste n'est cependant pas libre, car Donald Tusk peut être reconduit pour un second mandat de deux ans et demi. Mais il est poussé vers la sortie par l'homme fort de son propre pays, son ennemi intime Jaroslaw Kaczynski. Évoquant des rumeurs de scandales qu'il a lui-même alimentées, celui-ci s'interrogeait récemment : « Est-ce qu'une telle personne peut être à la tête du Conseil européen ? J'en doute très fortement ».

Formellement, la décision sera prise à la majorité qualifiée (renforcée) du Conseil européen. Mais le dernier mot reviendra, comme pour le choix de Donald Tusk en 2014, à Angela Merkel. Elle peut souhaiter conserver un



François Hollande avec Angela Merkel au Parlement européen de Strasbourg. La chancière allemande serait un soutien indispensable pour le futur ex-président français. PHOTO ARCHIVES AFP

président du Conseil affaibli, à sa main. Ou préférer François Hollande, pour affronter les temps difficiles qui s'annoncent face au Brexit et au tandem Poutine-Trump. À ce poste, explique Yves Bertoncini, « pour concilier les intérêts des États, il faut savoir être un « honest broker », un médiateur de bonne foi ». En français, un homme de synthèse. Reste un obstacle : le prochain président français, s'il se nomme François Fillon. Pour lui, soutenir une candidature Hollande à

Bruxelles, « il n'en est pas question ! » affirme catégoriquement l'un de ses conseillers.

La discrétion, c'est maintenant

En attendant, François Hollande regarde. « Il voit que c'est compliqué », confie un proche. Une chose est sûre, il ne s'imaginerait pas en conférence itinérante : « Cet homme fait de la politique vingt heures sur vingt-quatre, et s'ennuie les quatre heures qui restent », s'amuse un vieux com-

pagnon. Alors, pour rester président, mais à Bruxelles, « il va faire du Hollande : laisser venir la chose, laisser courir la rumeur ».

À l'Élysée, on nous répondait hier : « Ce n'est pas à l'ordre du jour ». Mais à Bruxelles, un responsable français résumait joliment : « Le pourcentage de réussite du projet augmente proportionnellement à la discrétion de la campagne ». Donc, n'en dites rien. ■

FRANCIS BROCHET

REPÈRES

Quel rôle a le président du Conseil européen ?

► Le président du Conseil européen préside le Conseil des chefs d'État et de gouvernement de l'Union. Il représente les intérêts des États-nations, quand le président du Parlement représente les citoyens européens, et le président de la Commission, l'intérêt commun de l'Union.

La présidence du Conseil européen a longtemps été assurée par le dirigeant du pays exerçant la présidence de l'Union, qui change tous les six mois – aujourd'hui le Maltais Joseph Muscat. Le traité de Lisbonne (2007) a créé un président permanent du Conseil européen, nommé pour deux ans et demi, renouvelable une fois, afin de donner plus de poids aux États face à la Commission, qui avait l'avantage de la durée avec son mandat de cinq ans.

Le premier titulaire a été l'ancien Premier ministre belge Herman Van Rompuy (2009-2014), avant l'ancien Premier ministre polonais Donald Tusk, entré en fonction le 1^{er} décembre 2014.

ÉTATS-UNIS Diplomatie

Mur avec le Mexique : clash

La tension est montée d'un cran hier entre le président mexicain et son homologue américain Donald Trump avec l'annulation de la visite de Pena Nieto à Washington, en pleine discorde sur le mur à la frontière entre les deux pays.

Le président mexicain Enrique Pena Nieto a annoncé hier qu'il annulait sa visite à Washington, en pleine discorde avec son homologue américain Donald Trump sur le mur que ce dernier veut construire à la frontière.

« Ce matin j'ai informé la Maison Blanche que je n'assisterai pas à la réunion de travail programmée mardi prochain » avec le président des États-Unis, a écrit M. Pena Nieto dans un message sur Twitter.

Quelques heures plus tôt, le président Trump avait lancé sur ce réseau social au président mexicain : « Si le Mexique n'est pas prêt à payer le mur, qui est vraiment nécessaire, ce serait mieux d'annuler la rencontre à venir ». Donald Trump a signé mercredi un décret donnant le coup d'envoi de ce projet de construction d'un mur le long de l'immense frontière entre les États-Unis et le Mexique, sa promesse de campagne la plus emblématique.

Le président mexicain avait condamné mercredi soir cette décision en s'engageant à défendre les migrants mexicains aux États-Unis. Les deux pays devaient également discuter du traité de libre-échange Aléna signé en-



Le président mexicain Enrique Pena Nieto. PHOTO AFP

tre les États-Unis, le Mexique et le Canada, également au cœur des tensions entre Washington et Mexico.

Offensive sur l'immigration

Le nouveau président américain a par ailleurs signé un autre décret, mercredi soir, pour appliquer plus sévèrement la législation sur l'immigration. Il prévoit de réduire les financements fédéraux de Washington pour les quelque 200 « villes sanctuaires » aux États-Unis qui accueillent depuis des décennies des immigrés clandestins.

Le décret ordonne par ailleurs la publication d'une « liste complète » des délits commis par les clandestins et des autorités locales qui n'auraient pas respecté une demande d'expulsion à leur encontre. ■

LES MUSULMANS VISÉS

Donald Trump pourrait aussi signer un autre décret, cette fin de semaine, qui bloquerait pendant un mois l'arrivée en Amérique de ressortissants de sept pays musulmans : Irak, Iran, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen. Les Syriens, qui ont fui par millions le conflit dans leur pays, et dont seulement 10 000 ont été acceptés aux États-Unis en 2016, seraient, eux, définitivement interdits d'entrée.

« Tourner le dos à des réfugiés vulnérables ne va pas protéger les États-Unis », a condamné l'ancien patron du centre national du contre-terrorisme, Michael Olsen, aujourd'hui membre de l'association Human Rights First. Au contraire, « cela va nourrir le récit mensonger de Daech pour qui nous sommes en guerre contre les musulmans et non contre les groupes terroristes ».

4

FOIS

SANS

FRAIS*

ORGANISATION D'OBSÈQUES,

MONUMENTS FUNÉRAIRES,

ARTICLES DU SOUVENIR,

FLEURS ARTIFICIELLES

PFG

SERVICES FUNÉRAIRES

7J/7

24H/24

31 23

Service et appel gratuits

pfg.fr

OGF S.A. au capital de 40 904 385 € - 31, rue de Cambrai 75046 PARIS Cedex 19 - RCS PARIS 542 076 799 - www.pfg.fr - Tél. 01.55.26.54.00 - Identifiant TVA FR02 542 076 799 - Habilitation funéraire préfectorale Paris 12 75 001. *Le paiement en plusieurs fois OPTALION est une offre de crédit gratuit réservée aux particuliers majeurs détenteurs d'une carte bancaire. Sous réserve d'acceptation du dossier de crédit par SOFINCO, qui est une marque commerciale de CA CONSUMER FINANCE - Si au capital 354 482 422 €, Siège social : Rue du Bois Sauvage - 91038 EVRY Cedex 542 037 522 RCS Evry, Placé(e) en 4 fois pour un achat compris entre 100 et 3 600 € après apport personnel de 25% par carte bancaire le jour de la commande. L'opposition de la signature sur le dossier de financement implique l'acceptation des modifications relatives à l'acompte, Coût du crédit pris en charge par PFG. Votre agence est un intermédiaire de crédit non exclusif de CA Consumer Finance. Elle apporte son concours à la réalisation d'opérations de crédit à la consommation sans agir en qualité de prêteur. Conditions en vigueur au 01/12/2016. Crédit photo : iStock